

PERSPECTIVES

« Seule l'union
fait la force »

Pages 4-5

Mobilisation
pour l'eau,
la terre et les
semences

Page 6



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Donne un poisson à quelqu'un qui a faim, il aura à manger un jour. Apprends-lui à pêcher, il aura à manger tous les jours ». Un proverbe souvent cité pour montrer qu'aider quelqu'un à s'en sortir par ses propres moyens vaut mieux que de simplement donner. Cette approche est aujourd'hui la règle dans la coopération au développement. Que faire toutefois lorsque les eaux sont polluées ou ratissées au point que les poissons disparaissent ? C'est là qu'intervient la politique de développement, une partie du travail de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. Leur but : modifier les structures de façon à ce que tous et toutes puissent vivre librement et dans la dignité. Il s'agit d'enquêter pour savoir qui a pillé les océans et si l'exclusivité est réellement légitime. Il nous faut aussi échanger avec les victimes et les responsables politiques. Notre devoir est par ailleurs d'attirer l'attention du public sur les dysfonctionnements du système. Les organisations de la société civile doivent unir leurs efforts et se renforcer pour s'y opposer. Et presque toujours, ce sont là des tâches de longue haleine mais combien essentielles !



Patrick Renz, directeur d'Action de Carême
Bernard DuPasquier, directeur
de Pain pour le prochain

CONTENU

MAYA GRAF

« Des conteneurs pleins d'OGM attendaient déjà à Bâle »

Page 7

DROITS HUMAINS

Peu d'entreprises ont une politique de droits humains

Page 9

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Intégrer, créer et changer le monde ! »

Page 10

Impressum :
Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2016
Rédactrice en chef :
Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Isolda Agazzi (ia),
Patricio Frei (frp),
Johanna Monney (jom)
Mise en page et réalisation :
Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg,
Pfäffikon (ZH)
Impression : Imprimeries Kyburz,
Dielsdorf
Tirages : 4600 allemand /
1800 français
Paraît : quatre fois par an
Prix : CHF 5.– par donateur/donatrice
sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Pain pour le prochain*,
ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17
Action de Carême, actiondecareme
@fastenopfer.ch, 021 617 88 81



En arrivant, Addax a fait des promesses à la population : il n'en reste aujourd'hui que déceptions et incertitudes.

Partenariat public-privé : l'histoire d'un fiasco

La société genevoise Addax Bioenergy a voulu mettre en route un projet phare en Sierra Leone. L'argent public, et notamment de Suisse, a afflué en quantité. Mais aujourd'hui, Addax suspend les opérations.

En 2008, la société genevoise Addax Bioenergy se lance, en Sierra Leone, dans un négoce hautement problématique : elle prend 57 000 hectares en bail à ferme, dont une grande partie est cultivée par des familles paysannes. En dépit de toutes les explications qui l'accompagnent, cette pratique, ne tarde pas à être qualifiée d'accaparement de terres. Ruisseaux enterrés, forêts déboisées, routes tracées : 10 000 hectares sont voués à la production de canne à sucre dès 2013. Addax en fait des agrocarburants pour le marché européen. Les déchets

sont supposés alimenter une centrale électrique. Addax prévoit un bénéfice de 15 %. Huit banques de développement publiques financent la moitié de l'investissement, une partie provenant du budget de la coopération suisse.

« A défaut, nous plions bagage »

Addax présente son projet comme étant l'exemple parfait d'un partenariat public-privé réussi, selon les propos tenus en 2011 par Nikolai Germann, son directeur : « En trente ans de développement, le pays n'a pas décollé, les gens n'y croient plus. Ils

placent beaucoup d'espoir dans le projet d'Addax (...). Nous sommes une entreprise privée et n'y voyons aucun problème, car seul l'élément économique est vraiment durable. Sinon, nous plierons bagage dans trois ans. » Les retombées pour la population sont loin d'être toutes positives : les contrats de bail à ferme sont inéquitables, l'état nutritionnel des habitants se dégrade et seule une partie des emplois promis sont créés. Le réseau pour le droit à l'alimentation SILNORE, un partenaire de *Pain pour le prochain*, suit la situation

de près, conseille les victimes, contribue à la résolution des conflits et fait office de médiateur entre Addax et la population.

Crise et frustrations

Il faut finalement quatre ans à Addax pour arrêter les frais. La population est sous le choc, les milieux politiques sont consternés. Les experts disparaissent de la circulation, les expatriés rentrent chez eux et la population locale voit ses revenus issus notamment de la location de logements ou de la vente de nourriture diminuer drastiquement.

Qu'est-il arrivé ? Addax s'est trompée dans ses calculs. Estimé à 258 millions d'euros en 2011, l'investissement a pris l'ascenseur pour atteindre 455 millions en 2015. Les champs n'ont pas eu le rendement attendu et la chute des prix de l'énergie a, elle aussi, pesé sur les recettes. Un nouvel investisseur est entré en lice, la firme cino-britannique Sunbird Bioenergy (voir www.painpourleprochain/addax). Mais de nombreuses questions restent ouvertes, notamment ce qu'il adviendra des fonds publics. Il est toutefois clair que ce partenariat public-privé, présenté comme un modèle d'« investissement durable », ne fonctionne pas. Ce qui n'empêche pas la Direction du développement et de la coopération et le Secrétariat d'Etat à l'économie de le promouvoir comme étant la solution. Olivier de Schutter, alors Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, avait tenu en 2010 des propos qui, avec le recul, se révèlent être prophétiques : « Il s'agit là d'un projet pilote. S'il ne fonctionne pas, aucun autre ne fonctionnera. Les investisseurs privés ne peuvent pas se substituer à l'Etat. »

— Miges Baumann

« Seule l'union fait la force »

Sur la côte Est de Madagascar, les habitants d'un village se mobilisent pour améliorer leurs conditions de vie. La force du groupe, gage de survie.

A Taratasy, plus de 80 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté. En moyenne, une famille de 5 personnes dispose d'un revenu inférieur à un euro par jour. Mais peu à peu, grâce au programme *Tsinjo Aina* développé par *Action de Carême*, le village reprend des couleurs.

Des moyens de survie menacés

Longeant la rivière Namandrahana, la situation géographique de Taratasy constitue un vrai blocage pour son développement économique et social : le canal naturel d'irrigation de la rizière est souvent bouché par les mauvaises herbes et les végétations sauvages. A la moindre pluie, les cultures sont inondées. Dans cette région, la riziculture est la principale source de revenus et représente 60% des espaces cultivés. Ces inondations récurrentes coupent les vivres aux 4000 familles de Taratasy et alentours. Et faute d'infrastructure, les villageois doivent se contenter de l'eau non potable de la rivière pour survivre. Cette rivière, dangereuse, abrite des crocodiles :

« C'est pourtant la seule source d'eau que nous avons ; il faut parcourir des kilomètres pour en trouver une autre », constate Paulette Rasoanivo.

Tsinjo Aina : « sécuriser la vie »

Paulette est l'une des responsables d'un groupement mis en place à Taratasy dans le cadre de *Tsinjo Aina*, nommé FIZAI. Objectif : créer une caisse d'épargne commune pour se libérer de la spirale de l'endettement. Mais plus largement : grâce au groupe, les membres s'organisent et imaginent des actions collectives pour résoudre les problèmes.

Les membres de *Tsinjo Aina* ont rassemblé les habitants du village. Ensemble, ils ont discuté de la création d'un comité d'entretien, qui assurerait le débroussaillage régulier du canal. Un groupe d'une vingtaine de personnes s'est constitué. Paulin Célestin, un autre membre du groupement, a vu les résultats : « Depuis, les dégâts liés aux montées d'eau sont moins importants, les récoltes sont moins inondées. Cette initiative a aussi responsa-



Le signe d'un nouveau départ : la nouvelle fontaine du village de Taratasy.

bilisé les agriculteurs locaux. Au final, nous le constatons, seule l'union fait la force ». Les animateurs ont aussi aidé les villageois à trouver de l'aide pour faciliter l'accès à l'eau potable. Une ONG locale, Saint Gabriel, a répondu à l'appel et financé la construction d'une fontaine d'eau au centre du village. Grâce à la mobilisation de tous, Taratasy dispose aujourd'hui de deux fontaines. Cela évite le détour à la rivière.

A l'origine de cette mobilisation : la mise en place d'un système de groupe d'épargne solidaire. Il s'agit de créer un système d'emprunt à taux zéro afin d'éviter les prêts auprès d'usuriers extérieurs à des taux exorbitants. Chaque membre contribue selon un règlement interne. Et peut emprunter en cas de coups durs. Libérée de ses dettes, Paulette a pu ouvrir un magasin dans le village. Des revenus qui améliorent la vie de sa famille : « le projet *Tsinjo Aina* m'a accordé une vie décente et épanouie. Avec le groupement, je peux imaginer des projets et dépasser mes limites ! ». — Harivola Rasamizany

Lire et agir

Notre action

Dans le cadre de son programme « Tsinjo Aina » à Madagascar, Action de Carême accompagne, avec ses partenaires locaux, 14 500 groupes d'épargne regroupant plus de 215 000 hommes et femmes. Objectif : ensemble, imaginer des solutions à leurs problèmes pour pouvoir vivre dignement.

Votre soutien

Encouragez la mobilisation des paysans et paysannes. Faites un don ! CCP 10-15955-7, mention Madagascar.



Les groupements d'épargne permettent de mettre ensemble les forces de chacun et chacune : Paulette Rasoanivo tisse un panier.



Moins d'un euro par jour pour une famille de cinq personnes : séparation de l'écorce du riz.



Objectif : des prêts au sein même de la communauté. Paulette avec la réserve de riz du groupe d'épargne.



« Grâce au groupe, dépasser mes limites » : rencontre du groupe d'épargne de Taratasy.



A Taratasy, les conditions de vie se sont sensiblement améliorées : Paulette dans son magasin.

Mobilisation pour l'eau, la terre et les semences

Début mars, des organisations paysannes de toute l'Afrique de l'Ouest se sont mobilisées contre l'accaparement des terres. De Ouagadougou à Dakar, elles ont sensibilisé autorités et populations au long de leur parcours.

A Dakar, l'effervescence est perceptible : les témoignages sont forts. « Il faut bien comprendre que les investisseurs privés qui s'accaparent nos terres ne cherchent que leurs bénéfices et n'ont pas comme objectif les intérêts de nos pays », explique Mignane Diouf, représentant sénégalais, lors de cette réunion qui clôture deux semaines de mobilisations inédites. Ces 5 dernières années, deux tiers des cas d'accaparement des terres ont eu lieu en Afrique sub-saharienne. Avec pour conséquence l'expulsion par la force de communautés locales, dépossédées de leurs terres et privées de leur accès à l'eau. Des phénomènes que plus de 300 organisations et réseaux paysans des 15 pays de l'Afrique de l'Ouest ont dénoncés en mars dernier. Ils se sont mobilisés pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique aux problèmes d'accès à l'eau et à la terre ainsi

qu'aux semences paysannes. Une mobilisation qui a pris une forme originale : une caravane composée de 200 délégués a traversé les pays de la région. De Ouagadougou à Dakar, ils ont témoigné de leur expérience et rencontré des victimes d'accaparement des terres ; ils ont participé à des foires aux semences paysannes, organisé des marches pacifistes ou encore présenté leurs revendications et propositions aux autorités. Un moyen de pression sur les politiques. Une démarche soutenue par *Pain pour le prochain*, à laquelle ses partenaires locaux ont participé.

« Ma terre, c'est ma vie »

Julienne Gounou, paysanne membre de Synergie Paysanne, une organisation partenaire de

Pain pour le prochain au Bénin, a pris part à cet événement. Un parcours de 3500 km fait de multiples échanges : « Maintenant, je sais que le même problème existe dans les autres pays et que nous devons donc lutter ensemble ». Tout au long du chemin, Julienne a rencontré des organisations de la société civile. A chaque escale, elle a noté sur son calepin les témoignages et les propositions présentées. Elle raconte sa prise de conscience de la nécessité de conserver ses propres semences et de faire de la fumure organique grâce au Collectif de femmes travaillant sur l'agroécologie et les semences paysannes au Mali. Elle montre le dépliant, qu'elle a conservé avec précaution, du mouvement des femmes rurales du Burkina, rencontré à Ouagadougou. « J'ai beaucoup appris, mais ce qui m'a le plus plu c'est l'échange avec les femmes ! Nous allons continuer à échanger et à travailler ensemble à l'avenir. » — *Maryline Bisilliat*



Une mobilisation inédite : un collectif de paysannes exige une meilleure gestion de leurs ressources naturelles et le respect de leurs droits.

Lire et agir

Notre action

Pain pour le prochain soutient les réseaux de paysans qui se mobilisent contre l'accaparement des terres et le monopole sur l'eau, les semences et la terre. Car l'accès à l'eau est la clé pour leur permettre de s'en sortir par leurs propres moyens.

Votre soutien

Soutenez, vous aussi, les paysans et les paysannes en Afrique de l'Ouest. Faites un don : CCP 10-26487-1.

« Des conteneurs pleins de fourrage OGM attendaient déjà à Bâle »

Pas de succès politique sans campagnes politiques menées par de larges coalitions. C'est l'enseignement que Maya Graf, conseillère nationale Verte, tire de son engagement contre les OGM.

En 2005, le moratoire sur les OGM est accepté à 56 %, alors que le Parlement l'avait refusé. Quelle a été la clé du succès ?

Revenons à 1999 : des conteneurs pleins de maïs et de soja génétiquement modifiés, destinés à être transformés en fourrage, se trouvaient déjà dans le port de Bâle. A cette époque, les organismes génétiquement modifiés (OGM) n'étaient pas réglementés. Grâce à une vaste campagne des organisations environnementales, le sujet a vite retenu l'attention du public. La résistance devient toujours plus importante. A la suite de ce mouvement, le Parlement a examiné un projet de loi sur les OGM. Mais le moratoire n'a pas trouvé grâce à ses yeux. L'Alliance suisse pour une agriculture sans génie génétique Stop OGM a alors lancé, en collaboration avec des groupes écologistes et d'autres organisations de la société civile, une initiative populaire pour demander un moratoire de cinq ans sur la mise en circulation d'OGM. Il a suffi de trois mois pour récolter

les signatures nécessaires. Le peuple a ensuite accepté le moratoire en votation. Notre vaste campagne a su concilier les intérêts des villes (manger des aliments libres d'OGM) et ceux de la paysannerie (produire des aliments libres d'OGM). Toutes les organisations paysannes nous ont soutenus, ce qui aurait été impossible sans des rapports de confiance et des personnalités crédibles des deux côtés. Je suis fière de cette vaste alliance qui existe toujours.

En 2017, le Parlement votera sur une prolongation du moratoire. La lutte continue ?

La prolongation s'annonce sous les meilleurs auspices : le soutien des familles paysannes, et des consommateurs est indéfectible. Il y a une prise de conscience en Suisse sur le fait que les produits bio de qualité sont la réponse à une agriculture à petite échelle. En outre, vingt ans d'expérience dans d'autres pays ont montré les problèmes que pose l'utili-

sation d'OGM à grande échelle : le recours aux pesticides augmente et, avec elle, la dépendance des agriculteurs vis-à-vis de l'agrochimie. Et notre écosystème subit des dommages irréparables. Dans l'ouest du Canada, l'expansion du colza transgénique échappe à tout contrôle. La pratique de l'agriculture biologique y est devenue impossible.

Le moratoire sur les OGM a-t-il aussi envoyé un message à d'autres pays ?

Oui, le scrutin de 2005 a montré à l'Europe et au monde entier qu'il vaut la peine de résister. Nos drapeaux ont été copiés jusqu'au Japon. La société civile, qui lutte contre les OGM, a des ramifications dans toute l'Europe. Elle a porté le sujet à l'agenda politique. Aujourd'hui, aucun pays européen ne cultive d'OGM, à l'exception de l'Espagne et du Portugal.

Et dans les pays en développement ?

La position anti-OGM de la



Travailleuse sociale et paysanne bio, Maya Graf est membre du Conseil national (Verts/BL) depuis 2001. Elle est depuis lors également présidente de StopOGM.

Suisse, pays où Syngenta, l'un des premiers producteurs de semences OGM, a établi son siège, interpelle de nombreux pays. Les ONG du Nord et du Sud échangent sans cesse des informations. Souvent, le problème vient de la faiblesse des institutions publiques, incapables de résister aux méthodes très agressives des multinationales de l'agro-industrie. Nos gouvernements ont également leur part de responsabilité : ils ont beau promouvoir l'agriculture bio par le biais de la coopération au développement, ils ouvrent ensuite les portes des marchés du Sud aux multinationales en négociant des accords commerciaux bilatéraux.

— Interview : Pascale Schnyder

Lire et agir

Le documentaire « Le génie helvétique » (2003) donne un bon aperçu des vifs débats qu'a suscité l'adoption d'une loi sur le génie génétique.



Inés Pérez, coordinatrice des projets d'Action de Carême au Guatemala, est théologienne. Elle fait partie de la communauté ethnique maya quiché.

Les mégaprojets, la panacée pour les pauvres ?

Je prends la parole au nom de la communauté des mayas quichés. Une communauté qui a souffert et qui continue à souffrir de la discrimination, des inégalités et de la pauvreté. Je veux faire état des activités de pression et de plaider que nous réalisons sur le terrain, avec pour objectif de dynamiser les acteurs de la société guatémaltèque.

Il est désormais clair que les modèles de développement promus par les pays riches ne tiennent pas suffisamment compte des particularités du Guatemala. Ces modèles s'adressent aux entreprises. Ils ont été élaborés par les élites, aggravent la faim et la dépendance des pauvres, et détruisent la nature.

Et surtout, ils affaiblissent les structures et la gouvernance des États. Les mégaprojets, ces initiatives que l'on loue comme s'il s'agissait d'une panacée pour les pauvres, représentent le lien que ce « développement » crée entre le Nord et le Sud. Mais les gouvernements ne sont pas en mesure d'exiger des entreprises actives dans leur pays qu'elles assument leurs responsabilités. Ils tolèrent les atteintes à l'environnement que provoquent leurs activités ; des atteintes qui mettent la biodiversité en danger. Ils rendent l'accès à l'eau difficile et empêchent les paysans et les paysannes de produire leur propre alimentation et pour le marché local. Avec pour conséquence des populations de plus en plus assistées et qui perdent leur souveraineté.

Afin de défendre leur territoire et la protection de l'environnement, les communautés indigènes mettent en place des actions de résistance. Le prix qu'elles paient est souvent élevé : leur vie est en danger, leurs communautés sont

dispersées et ceux qui défendent les droits humains – plus précisément les indigènes – sont criminalisés. Pour preuve, l'assassinat de Berta Cáceres au Honduras et l'emprisonnement illégal du dirigeant maya Q'anjobal Rigoberto Juárez au Guatemala. Mais la longue lutte de la société civile pour le sol et les semences n'est pas vaine. Au Guatemala, le mouvement syndical des communautés indigènes et des petits paysans, qui compte notamment deux partenaires d'Action de Carême et de Pain pour le prochain parmi ses membres, a ainsi obtenu la dérogation de la Loi sur la protection des espèces végétales (décret 19-2014), aussi appelée

« loi Monsanto » (voir le dossier). Les pays riches demandent que les communautés concernées par des mégaprojets engagent un dialogue. Mais cela n'est pas si simple : nos gouvernements sont des complices ; ils bradent notre terre au plus offrant. Quiconque s'y oppose est taxé d'agitateur. Par conséquent, les

peuples indigènes en appellent à la solidarité des personnes et des gouvernements du Nord afin qu'ils exigent des multinationales qu'elles respectent les droits des populations locales et qu'elles assument leur responsabilité sociale. Sans pour autant idéaliser le monde des communautés indigènes, qui n'est pas dénué de contradictions, force est de constater que l'égalité des personnes et des écosystèmes, le respect de la diversité culturelle et la protection de l'environnement sont inhérents à la vision maya du monde. Elle souligne en particulier la nécessité de passer d'une conception anthropocentriste à la sauvegarde de notre maison commune, la Terre.

« Nos gouvernements sont des complices qui bradent notre terre au plus offrant. »

Inés Pérez

EN CHIFFRES

3

Le Guatemala a un budget annuel de 3 Mrds de francs. Chiffre d'affaires de Monsanto: 15 Mrds de francs.

117

En 2014, la pression de la rue a mené 117 des 158 membres du Parlement à refuser la « Loi Monsanto ».

1260

La « Loi Monsanto » prévoyait des amendes de 1260 francs – en moyenne, l'équivalent de trois ans de salaire.

MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES RELATIFS AUX ENTREPRISES ET AUX DROITS HUMAINS

Plus de 60 % des entreprises n'ont pas de politique de droits humains

Pain pour le prochain et Action de Carême ont analysé la politique de responsabilité sociale des entreprises. Résultats: seules 22 des 200 plus grandes entreprises suisses se conforment aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains.



Aujourd'hui encore, peu d'entreprises assument leur responsabilité de manière globale.

Dans un monde globalisé, il faut établir des standards internationaux pour que les entreprises respectent les droits humains partout où elles sont actives : telles sont les conclusions des travaux menés durant plus de cinq ans sous la direction de John Ruggie au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dans un document intitulé « Principes directeurs pour les entreprises et les droits de l'homme », adopté à l'unanimité en juin 2011, le devoir de diligence que doivent mettre en place les entreprises en matière de droits humains est détaillé. Le gouvernement suisse affirme aujourd'hui que ces Principes sont LE standard que les firmes helvé-

tiques doivent mettre en œuvre. Mais où en sont-elles concrètement ? Une étude menée par *Pain pour le prochain* veut répondre à cette question. Celle-ci analyse les 100 plus grandes entreprises suisses cotées en bourse et les 100 plus grandes non cotées.

Des résultats préoccupants

Conclusion de l'étude : 61,5% des plus grandes entreprises suisses n'ont ni code de conduite, ni politique de droits humains ne communiquent rien à ce sujet. A leurs yeux, les abus – tels que le travail des enfants, les déplacements forcés de communautés ou la pollution des terres – commis par leurs fournisseurs, filiales ou sous-contractants ne relèvent

pas de leur responsabilité. Seuls 11 % des entreprises étudiées ont commencé à mettre en œuvre les Principes directeurs. Intéressant : accusées d'être à l'origine de violations de droits humains, la grande partie d'entre elles ont, par le passé, été sous le feu de la critique.

Cette étude confirme que seule une minorité de firmes adopte des politiques de droits humains crédibles et progressistes de façon volontaire. Il est donc nécessaire d'inscrire le devoir de diligence dans la loi, comme le demande l'initiative « Pour des multinationales responsables », pour établir un standard clair et identique pour toutes les firmes.

— Chantal Peyer

Etude complète sur : www.voir-et-agir.ch

Une initiative en bonne voie

Une année après son lancement, l'initiative « Pour des multinationales responsables » a récolté 100 000 signatures. Merci à tous ceux qui ont contribué à ce succès. Pour un plus grand impact, continuez à récolter des signatures !

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Non à d'autres coupes budgétaires

Le 22 mars, la commission des finances du Conseil national a décidé de baisser l'aide publique au développement (APD) à 0,4 % du RNB. Il faudrait diminuer d'au moins un quart la coopération au développement à long terme de la Suisse, réduisant à néant les succès du travail de longue haleine réalisé à ce jour. Pour essayer de contrer la menace de coupes budgétaires, 30 ONG, dont *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, ont lancé « l'appel contre la faim et la pauvreté ». Il s'adresse au Parlement qui, dans les prochaines semaines, va décider de l'avenir de l'APD.

www.appel-pauvrete.ch

RAPPORT ANNUEL PPP

Sous le signe de la transformation

En 2015, *Pain pour le prochain* a reçu au total, par le biais des dons et des contributions de la DDC, un montant de Fr. 18 985 000.–. 60 % sont allés aux projets de ses partenaires protestants. www.painpourleprochain.ch

RAPPORT ANNUEL ADC

Plus de moyens pour notre travail au Sud

En 2015, *Action de Carême* a vu ses recettes augmenter de 1.9 millions de francs pour se situer à environ 25 millions de francs. Ce résultat est à mettre sur le compte de donateurs fidèles, une augmentation des legs et de la contribution de la DDC. www.actiondecareme.ch

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Intégrer, créer et changer le monde ! »

« J'ai toujours eu la sensibilité de la rue, que ce soit en lien ou non avec l'Eglise », nous confie Emmanuel Theler, animateur pastoral à Sion pendant 25 ans. Modeste, il égrène ses activités avec réticence. Nous insistons, fascinés : « J'ai créé les restos du cœur à Sion. Je fais partie de ceux qui ont créé les marchés de Noël. J'anime les soupes de carême depuis des années avec *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*. Pour la journée de Noël 2015, notre association des SET du Cœur a nourri 980 personnes au collège des Crossets pour mettre en valeur douze communautés de migrants, qui étaient aux fourneaux. Il y a toujours l'idée d'intégrer des personnes en marge. »



« Le vrai défi, c'est la rencontre avec les autres religions » : Emmanuel Theler.

Paradoxalement, c'est après sa mise à l'écart de l'unité pastorale que le militantisme d'Emmanuel se renforce. « Le nouveau curé voulait bien accueillir les personnes en difficultés, mais loin de la paroisse. Or je ne supporte pas les salles inutilisées. J'ai donc créé l'association des SET (service, événement, tradition) du Cœur pour faire le lien entre des gens mal intégrés et les besoins en animation ou services. » Et comme il lui fallait « un autre endroit pour changer le monde », il se lance en politique.

Avec le nouvel évêque, Emmanuel a pu se rapprocher de l'Eglise. Il a reçu un mandat pour traiter de la thématique « Eglise et migrants » au sein de l'évêché : l'occasion de réunir aussi bien les « protestants et catholiques traditionnels » que des représentants de communautés musulmanes et des églises évangéliques. « L'œcuménisme au sens classique est dépassé. Le vrai défi, c'est la rencontre avec les non-croyants et

les croyants d'autres religions. » Son engagement avec *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* ne tarit pas : « elles favorisent l'entraide et le rassemblement. L'Eglise est sur le terrain, c'est essentiel. » Dans le cadre de la campagne œcuménique, il vient d'accompagner un groupe de jeûneurs pendant une semaine, pour la dixième année. L'an dernier, il a eu l'idée de lancer une exposition sur la consommation de viande en Suisse – le thème de la campagne 2015. Il a rempli la place de la Planta, à Sion, pour visualiser la quantité de viande avalée par l'Helvète moyen. Avec l'idée de répéter l'expo chaque année, en itinérance. Cette année, il a fait une exposition sur le commerce de l'or et le rôle de la Suisse (voir ci-dessous). « Ce qui me motive, c'est d'intégrer les gens, de créer et de changer le monde. Par petites étapes, ça marche ! » — Isolda Agazzi

www.setducoeur.ch

EXPOSITION « TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS OR »

Visualiser pour comprendre



Visualiser le rôle de la Suisse dans le commerce de l'or : une exposition imaginée par Emmanuel Theler dans le cadre de la campagne œcuménique.

C'est à l'église Saint Pierre de Fribourg que nous rencontrons Emmanuel Theler. Perché sur de hauts échafaudages, il s'affaire à monter la première étape de l'exposition itinérante « Tout ce qui brille n'est pas or », aidé par les membres de l'association les SET du Cœur. « L'exposition cherche à illustrer l'importance du commerce de l'or en Suisse ». De grands panneaux indiquent que 175 000 tonnes d'or ont été extraites au cours de l'histoire. C'est visualisé par l'impressionnant premier cube, qui mesure 21 m³ par le truchement de ballons gonflés à l'hélium. Un deuxième cube représente la quantité mondiale d'or extraite annuellement, à savoir 3600 tonnes. 70% sont traités en Suisse – c'est montré par un troisième cube. « C'est énorme ! s'exclame Florence Frossard, coordinatrice de

l'exposition chez *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. Le public n'est pas conscient de l'importance de l'industrie de l'or dans notre pays et encore moins des problèmes qu'elle génère. » Des panneaux illustrent les violations des droits humains et de l'environnement par des multinationales suisses et invite le public à signer l'initiative « Pour des multinationales responsables ». C'est le Père Conus, de Saint Joseph, qui a fait venir l'exposition à Fribourg : « On veut faire réfléchir les gens à cette problématique. La responsabilité environnementale fait partie des valeurs chrétiennes ». « Il ne devrait pas y avoir un seul chrétien qui ne signe pas l'initiative ! » renchérit Emmanuel. — ia

Pour commander l'exposition : 021 6147717, ppp@bfa-ppp.ch